

La Montagne 14/10/2014

SYNDICAT ■ La Confédération générale du travail-FO réunie à Naucelles

Vers « un désert français »

Déclin des services publics, conséquences de la réforme territoriale sur les collectivités, syndicalisme... Les sujets d'inquiétude ne manquent pas pour l'Union départementale de la Confédération générale du travail-Force ouvrière.

Chemcha Rabhi

Environ 160 personnes ont participé au congrès de l'Union départementale de la Confédération générale du travail-Force ouvrière, à Naucelles, en présence de Didier Porte, secrétaire confédéral FO.

L'occasion de faire un état des lieux des services publics dans le Cantal. « Des services mal en point », ont témoigné des personnes dans la salle.

Et Jean-Vincent Boudou, secrétaire départemental de FO, de résumer la situation : « Il y a un manque cruel d'effectifs alors que les missions sont toujours plus importantes. À un moment, nous risquons de nous retrouver dans des situations catastrophiques. »

Une analyse partagée par Didier Porte, qui s'inquiète de l'aggravation « des carences » des services



PROXIMITÉ. Pour Jean-Vincent Boudou et Didier Porte, la réforme territoriale va encore éloigner les centres de décisions du citoyen. « Des territoires ruraux comme le Cantal risquent de trinquer. »

publics avec « les lois qui se profilent ». « Ces lois ont pour objectif de revoir l'architecture de notre République en remettant soi-disant en cause le mille-feuille territorial. Seront remis en cause les communes et les départements, avec la mise en place de communautés de communes et métropoles. J'imagine ces structures dans un département comme le Cantal : on est en train de créer le désert français ! »

Pour Jean-Vincent Boudou, « cette réforme terri-

toriale n'est rien moins qu'un retour au Moyen-Âge avec une restauration des baronnies ».

Critiques

Tout en dénonçant « le cadeau fait aux entreprises avec le Pacte de responsabilité et ses exonérations de cotisations », les participants ont aussi critiqué le plan d'économies de l'État qui prive les collectivités de 11 milliards d'euros. Un mauvais calcul pour les deux syndicalistes. « Comment voulez-vous que les collectivités

puissent entreprendre des travaux de rénovation ? », interroge Didier Porte. Tandis que Jean-Vincent Boudou croit savoir que des communes du Cantal vont arrêter ou supprimer des travaux envisagés, alors que ce sont elles « qui font travailler le tissu artisanal local ».

Après avoir passé en revue d'autres sujets lors de ce congrès, le syndicat a dénoncé l'aspect mercantile des décisions publiques et réclame le retour du citoyen au cœur des choix politiques. ■